

Orban, Edmond, *La présidence moderne aux États-Unis*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1974, 230 p.

Daniel Holly

Volume 6, Number 2, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700560ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700560ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Holly, D. (1975). Review of [Orban, Edmond, *La présidence moderne aux États-Unis*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1974, 230 p.] *Études internationales*, 6(2), 276–277. <https://doi.org/10.7202/700560ar>

lume est son manque d'unité de thèmes et de sujets, tout autre cependant de celle qui viendrait d'une réunion fortuite au cours de laquelle les participants auraient des doutes sérieux relativement à leur discipline.

Ce qu'on peut dire le plus charitablement, en conclusion, c'est que de tels ouvrages confirment bien qu'il existe « deux cultures » dans cette discipline ; ce qui nous illustre bien la voie bien oxfordienne et inimitable que cet institut nous suggère mais qui nous est de peu de secours dans notre désarroi académique.

L. P. SINGH

Science politique,
Sir George Williams,
Concordia University

ORBAN, Edmond, *La présidence moderne aux États-Unis*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1974, 230p.

L'intérêt de cette étude est double. Elle est à la fois analyse systématique de la Présidence américaine en terme « d'une combinaison de deux éléments », et histoire récente de cette institution. À travers les développements du texte, on peut, en effet, suivre l'évolution de cette institution politique américaine sous les différentes administrations qui se succèdent à la Maison Blanche de Truman à Nixon. Il y a là un souci de respecter la chronologie, qui fait que la méthode d'exposition retenue par l'auteur, colle pour ainsi dire au déroulement de l'histoire, contrairement à ce que le titre de l'ouvrage et l'intention annoncée au départ pourraient sous-entendre. Ceci est vrai même lorsqu'il s'agit des transformations des organes de conseil présidentiel.

La réflexion du professeur Orban sur la présidence moderne des États-Unis s'orga-

nise autour de deux variables : la personnalité de ceux qui l'occupent et les organes de conseil présidentiel. Toute l'argumentation plaide la cause du rôle du facteur personnel dans l'explication. « Nous partons, écrit-il, du principe que l'individu n'est pas purement déterminé par les circonstances. S'il est grandement influencé par ces dernières, il dispose toutefois d'une certaine marge de manœuvre, très variable d'ailleurs selon les événements » (p. 14). Traits dominants de la personnalité, pensée politique et sociale, conceptions de la présidence constituent les catégories opératoires qu'utilise l'auteur pour camper les personnages qui occupèrent le poste depuis la fin du second conflit mondial. Ils sont, sur ce plan, assez différents les uns des autres. On pourrait donc en conclure à des discontinuités profondes dans le déroulement de la vie politique américaine. Rien ne serait plus faux, cependant. Quels que soient sa personnalité et ses objectifs, tout président américain est en butte à des oppositions et subit des contraintes - institutionnelles ou autres - qui le forcent à ajuster son action à la conjoncture. Edmond Orban nous le rappelle constamment. « L'art des grands présidents, écrit-il, constitue à ajuster leurs conceptions en fonction de cette situation, - les lacunes d'autres institutions politiques et du système socio-économique qui les sous-tend - sans perdre de vue un minimum d'objectifs fondamentaux à réaliser à long terme » (p. 54). Il a, de plus, ceci à déclarer à propos des visées de politique extérieure de Kennedy et des limites auxquelles ce dernier se heurtait : « Il est évident qu'un esprit aussi réaliste était conscient de la faible marge de manœuvre laissée au président à ce moment de la conjoncture politique américaine » (pp. 53-54). Certes, il existe des variations significatives d'un président à l'autre, étant donné l'évolution des conjonctures, le changement de circonstances et de conditions et la différence des personnalités. Mais elles sont, en général, contenues à l'intérieur de limites bien précises.

À ce point de vue, on pourrait reprocher à l'auteur de n'avoir pas suffisamment articulé cette position, en faisant ressortir de façon plus explicite le réseau de relations contraignantes dans lequel s'imbrique la présidence américaine. L'objectif de l'ouvrage, il est vrai, est différent. Cependant, l'argumentation aurait gagné en force probante et la présidence, ainsi replacée dans son contexte général de fonctionnement, serait perçue dans le mouvement plus global de la société américaine.

Un autre des aspects positifs du livre est cette deuxième partie où il est question des « institutions » de la présidence, c'est-à-dire, de ces organismes, comme le Bureau du budget, le Conseil économique..., « destinés à conseiller le président des États-Unis ». La description et le traitement auxquels les soumet le professeur Orban mettent pleinement en relief les nécessités auxquelles elles ont répondu au moment de leur création, et les services qu'elles rendent à un président, « confronté avec une infinité de problèmes dont la complexité prend des proportions dramatiques ».

C'est une véritable « bureaucratie » qui se développe autour du président et qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. Elle s'imprègne du style de l'homme qui est à la Maison Blanche, tout autant qu'elle infléchit et oriente son action. Les révélations faites autour de la fameuse affaire Watergate démontrent assez bien l'importance, parfois stratégique, de ces organes de conseil présidentiel.

L'ouvrage du professeur Orban est l'une des rares œuvres en français sur la présidence moderne des États-Unis. Il constitue, pour ceux que la politique américaine intéresse, une lecture indispensable et une introduction partielle à ce vaste sujet.

Daniel HOLLY

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal

ROBERTS, Geoffrey K., *What is Comparative Politics ?*, London et New York, Macmillan, 1972, 78p.

Les frontières du domaine de la politique comparée sont très fluides. Cette sous-discipline varie de l'étude d'un ou deux gouvernements étrangers, à l'analyse d'une région (*l'area studies*) pour s'identifier à la science politique toute entière. Malgré ces problèmes (ou à cause d'eux), la politique comparée accroît sa popularité. Si l'on en croit une recherche récente, les cours de politique comparée ont augmenté dans les dix plus grandes universités des États-Unis de 26 (ou 3,8%) de la totalité des cours offerts en science politique en 1925, à 56 (ou 28,6%) en 1945 pour atteindre 144 (ou 45,1%) en 1965. Cette popularité aussi bien que les problèmes de délimitation de cette discipline témoignent de l'importance de cette publication. Fonctionnellement, on discutera de ce sujet en suivant les quatre rubriques : conceptualisation, stratégies de comparaison, théories, et méthodes.

A - *Conceptualisation* : Puisqu'on cherche les régularités à la base du comportement ou des institutions politiques, les concepts (c'est-à-dire les unités de comparaison et les porteurs de données) doivent être précis. Mais ici, la politique comparée souffre de ce que Sartori a appelé « élasticité conceptuelle » (*conceptual stretching*), et donc de l'ambiguïté. Il suffit de penser à quelques concepts : révolution, liberté, idéologie, démocratie, charisma... L'analyste peut employer une terminologie plus précise mais non familière (e.g. le jargonisme d'un Riggs) ou de redéfinir restrictivement les concepts employés. Mais dans tous les cas, il doit rendre opérationnelles ses définitions conceptuelles et s'assurer de la validité de ses indicateurs. Un problème que complique encore la recherche transculturelle.

B - *Stratégie* : À part ces problèmes de conceptualisation et d'opérationnalisation, comment peut-on procéder à la comparaison ? Au moins trois décisions problé-